

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 588

[C — 2011/29078]

13 JANVIER 2011. — Décret modifiant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Article 1^{er}. Dans l'article 24, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 30 avril 2009, la phrase « Cet avis est requis uniquement lors de la création d'un établissement scolaire. » est insérée entre les mots « sur avis des services d'inspection » et les mots « Si ces établissements ou sections d'établissement continuent à répondre ».

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux Centres psycho-médico-sociaux*

Art. 2. Dans l'article 3, § 2, de la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, tel que remplacé par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986 et modifié par les décrets du 15 novembre 2001, du 31 janvier 2002 et du 19 février 2009, l'alinéa 10 est remplacé par ce qui suit :

« La demande visant à obtenir une dérogation en application de l'alinéa 4 ou 5 peut être introduite :

1° au moins trois mois avant la vacance de la charge, lorsque le pouvoir organisateur peut, avec certitude, savoir que la charge occupée par un membre du personnel deviendra vacante suite au départ à la retraite ou à la mise en disponibilité, à l'exception de la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite à temps partiel portant sur une charge autre qu'une demi-charge;

2° quelle que soit la date lorsque la charge est devenue vacante de façon non prévisible. »

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement*

Art. 3. Dans l'article 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, tel que modifié par le décret du 23 janvier 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou un baccalauréat ou un master » sont insérés entre les mots « le certificat d'enseignement secondaire supérieur » et les mots « , ou s'il produit un certificat constatant »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou un baccalauréat ou un master » sont insérés entre les mots « le certificat d'enseignement secondaire supérieur » et les mots « , ou s'il produit un certificat constatant ».

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement gardien et primaire*

Art. 4. Dans l'article 6, § 4, de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement gardien et primaire, tel que modifié par le décret du 27 mars 2002, le décret du 12 mai 2004 et le décret du 23 janvier 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 3, les mots « du rang 13 au moins » sont remplacés par les mots « du rang 10 au moins »;

2° l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit : « Le secrétariat est assuré par les Services du Gouvernement. Le secrétariat n'a pas voix délibérative. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les enseignements préscolaire spécial et primaire spécial*

Art. 5. Dans l'article 4 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les enseignements préscolaire spécial et primaire spécial, il est inséré après la rubrique « Maître spécial d'initiation musicale » une rubrique « surveillant-éducateur » libellée comme suit :

« Surveillant-éducateur

Groupe A

a) Diplôme de conseiller social : Du porteur TR/E

b) Diplôme de candidat/bachelier (toute orientation) délivré par une université belge ou par un établissement y habilité par la loi : Du porteur TR/E

c) Diplôme d'école technique supérieure du 1^{er} degré complété par le certificat de CNTM ou par le CAP : Du porteur TR/E

d) Diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du 1^{er} degré : du porteur TR/E-biennale

e) Diplôme d'école technique secondaire supérieure ou certificat d'enseignement secondaire supérieur, complété par le certificat de CNTM ou par le CAP : Du porteur TR/E-biennale

f) Diplôme d'école technique secondaire supérieure ou certificat d'enseignement secondaire supérieur : Du porteur T/E

g) Brevet d'école secondaire complémentaire, complété par 36 mois de services prestés à titre définitif dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat : Du porteur T/E

h) Brevet d'école professionnelle secondaire supérieure, complété par 36 mois de services prestés à titre définitif dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat : Du porteur T/E

i) Diplôme de cours techniques secondaires supérieurs, complété par 36 mois de services prestés à titre définitif dans la fonction à prestations complètes de surveillant-éducateur d'internat : Du porteur T/E »

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année post-secondaire psychopédagogique*

Art. 6. Dans l'article 6, § 3, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année post-secondaire psychopédagogique, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 3, les mots « du rang 13 au moins » sont remplacés par les mots « du rang 10 au moins »;

2° l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit : « Le secrétariat est assuré par les Services du Gouvernement. Le secrétariat n'a pas voix délibérative. »

Art. 7. Dans l'article 11, C., de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, à la rubrique « surveillant-éducateur », sont apportées les modifications suivantes :

1° au point a), les termes « d'assistant social ou » sont supprimés;

2° au point e), les termes « diplôme d'institutrice gardienne ou » sont supprimés;

3° le point « h) diplôme d'institutrice gardienne » est supprimé.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale*

Art. 8. Dans l'article 6, § 3, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 3, les mots « du rang 13 au moins » sont remplacés par les mots « du rang 10 au moins »;

2° les alinéas 6 et 7 sont remplacés par ce qui suit :

« Le secrétariat est assuré par les Services du Gouvernement. Le secrétariat n'a pas voix délibérative. »

Art. 9. Dans l'article 11, G., de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, à la rubrique « surveillant-éducateur », les modifications suivantes sont apportées :

1° Au point a), les termes « d'assistant social ou » sont supprimés.

2° Au point f), les termes « diplôme d'institutrice gardienne ou » sont supprimés.

3° Le point « i) diplôme d'institutrice gardienne » est supprimé.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés*

Art. 10. Dans l'article 6, § 3, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 3, les mots « du rang 13 au moins » sont remplacés par les mots « du rang 10 au moins »;

2° les alinéas 6 et 7 sont remplacés par ce qui suit :

« Le secrétariat est assuré par les Services du Gouvernement. Le secrétariat n'a pas voix délibérative. »

Art. 11. Dans l'article 11, C., de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, à la rubrique « surveillant-éducateur », sont apportées les modifications suivantes :

1° Au point a), les termes « d'assistant social ou » sont supprimés.

2° Au point e), les termes « diplôme d'institutrice gardienne ou » sont supprimés.

3° Le point « h) diplôme d'institutrice gardienne » est supprimé.

CHAPITRE IX. — *Disposition modifiant l'arrêté royal n° 94 du 28 septembre 1982 relatif aux congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales ou par des raisons de convenance personnelle*

Art. 12. Dans l'article 5 de l'arrêté royal n° 94 du 28 septembre 1982 relatif aux congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales ou par des raisons de convenance personnelle, les modifications suivantes sont apportées :

1° au premier alinéa, les mots « de trois mois et demi » sont remplacés par les mots « d'un mois »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

CHAPITRE X. — *Dispositions modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire*

Art. 13. A l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, modifié en dernier lieu par le décret du 25 avril 2008, l'alinéa 3 est complété par les mots :

« ou en suivant une formation en alternance organisée par l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises (IFAPME) ou le Service Formation P.M.E créé au sein des Services de la Commission communautaire française (SFPME). »

Art. 14. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, tel que modifié par le décret du 27 décembre 1993, les mots « Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation » sont remplacés par les mots « Ministère de la Communauté française ».

CHAPITRE XI. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984
relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire*

Art. 15. L'article 19, § 3, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, tel que modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993, complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 mars 2000 est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour des cas individuels, le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions ou son délégué, peut autoriser, après avoir pris l'avis du service d'inspection, l'accès à une option de la 7^e année organisée à l'issue du 3^e degré de l'enseignement technique de qualification

a) à un élève qui a terminé avec fruit la 6^e année de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique de transition et qui est porteur d'un certificat de qualification délivré à l'issue d'une 6^e année professionnelle;

b) à un élève qui a terminé avec fruit une 7^e année organisée à l'issue du 3^e degré de l'enseignement secondaire professionnel et qui est porteur soit d'un certificat de qualification, soit d'une attestation de compétences complémentaires délivré(e) à l'issue de cette même année.

Par dérogation au même alinéa, le Ministre ou son délégué peut autoriser l'accès, pour des cas individuels et après avoir pris l'avis du service d'inspection, à une option de la 7^e année organisée à l'issue du 3^e degré de l'enseignement secondaire professionnel à un élève porteur soit d'un certificat de qualification, soit d'une attestation de compétences complémentaires délivré(e) à l'issue de cette même année dans une autre option. »

L'avis du service d'inspection prévu aux alinéas 6 et 7 est remis dans les trente jours ouvrables à dater de la réception de la demande. Le défaut d'avis du service d'inspection dans le délai de trente jours ouvrables est assimilé à un avis favorable du service d'inspection.

CHAPITRE XII. — *Disposition modifiant le décret du 2 juillet 1990
fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur
pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II*

Art. 16. Dans l'article 21^{quater}, § 2, alinéa 3, du décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, les mots « au 15 janvier 2008 » sont remplacés par les mots « au 15 janvier de l'année scolaire précédente ».

CHAPITRE XIII. — *Disposition modifiant le décret du 12 juillet 1990
créant le Conseil de l'Education et de la Formation de la Communauté française*

Art. 17. Dans l'article 5, § 1^{er}, dernier alinéa, du décret du 12 juillet 1990 créant le Conseil de l'Education et de la Formation de la Communauté française, tel que remplacé par le décret du 21 juin 2001, les mots « une fois » sont remplacés par les mots « deux fois ».

CHAPITRE XIV. — *Disposition modifiant le décret du 16 avril 1991
organisant l'enseignement de promotion sociale*

Art. 18. Dans l'article 73 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 3, la phrase « Un accord de partenariat ne peut compter plus de quatre institutions partenaires d'enseignement supérieur de promotion sociale » est abrogée;

2° un alinéa 4 rédigé comme suit est ajouté :

« Dans le cadre de la gestion qualité, 4 000 périodes B sont dévolues à la mise en place d'une démarche qualité. Ces périodes seront réparties entre les différents organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs proportionnellement au nombre de périodes attribuées au cours de l'année civile précédente en arrondissant à la demi-charge. »

CHAPITRE XV. — *Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992
portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

Art. 19. Dans l'article 16 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, modifié par le décret du 27 octobre 1994, abrogé par le décret du 30 juin 1998 et rétabli par le décret du 12 décembre 2008, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 20. Dans l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, tel que modifié par le décret du 22 décembre 1994, le décret du 5 août 1995, le décret du 2 avril 1996, le décret du 30 juin 2006, le décret du 8 mars 2007 et le décret du 12 décembre 2008, la phrase « En outre, pour la première année différenciée, la deuxième année différenciée, lorsqu'il existe une différence positive ou négative, calculée séparément pour chaque année, de plus de 10 % entre le nombre total d'élèves réguliers inscrits au 1^{er} octobre et le nombre total d'élèves réguliers au 15 janvier de l'année scolaire précédente, le nombre de périodes dévolu aux années concernées fait l'objet d'un recomptage sur base du nombre d'élèves régulièrement inscrits au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours. » est abrogée.

Art. 21. Dans l'article 23 du même décret, tel que remplacé par le décret du 22 décembre 1994, modifié par le décret du 12 décembre 2008 et complété par le décret du 3 avril 2009, l'alinéa 4 est abrogé.

CHAPITRE XVI. — *Disposition modifiant le décret du 27 décembre 1993
portant diverses mesures en matière de culture, de santé, d'enseignement et de budget*

Art. 22. Dans l'article 8, § 4, du décret du 27 décembre 1993 portant diverses mesures en matière de culture, de santé, d'enseignement et de budget, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Toutes les données sont absolument anonymes et aucune donnée par école n'est communiquée en dehors des services du Gouvernement et des ministres responsables de l'enseignement sauf :

1° lorsque la communication de telles données est nécessaire à l'exécution d'un engagement international;

2° Si, à la suite d'une demande expressément motivée sur les objectifs poursuivis par le traitement des données et introduite par des personnes de droit public ou des personnes et organismes visés au § 3, 3^e tiret, le Ministre compétent autorise la communication de ces données. »

CHAPITRE XVII. — *Disposition modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 23. Dans l'article 79, § 5, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, tel que complété par le décret du 8 février 1999, modifié par le décret du 28 janvier 2004, le décret du 3 mars 2004 et le décret du 8 mars 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 8 est remplacé par ce qui suit :

« Si l'avis du service d'inspection est défavorable, la demande accompagnée des avis motivés émis par le chef d'établissement et par le service d'inspection concerné est transmise sans délai au Ministre chargé de l'enseignement obligatoire ou son délégué qui statue dans les dix jours ouvrables à dater de la réception de la demande. Dans ce cas, l'absence de réponse dans ce délai est assimilée à un accord »;

2° le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« La demande accompagnée des avis motivés émis par le chef d'établissement et par le service d'inspection concerné est transmise sans délai au Ministre chargé de l'enseignement obligatoire ou son délégué qui statue dans les dix jours ouvrables à dater de la réception de la demande. Dans ce cas, l'absence de réponse dans ce délai est assimilée à un accord. »

CHAPITRE XVIII. — *Dispositions modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française*

Art. 24. L'article 31, § 4, troisième tiret, du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française tel que modifié par le décret du 30 avril 2009 est complété par la phrase suivante :

« Toutefois, lorsque ces transferts n'ont pas pour résultat un nombre entier de périodes de cours hebdomadaires, ce résultat est arrondi à l'unité supérieure lorsque la première décimale est égale ou supérieure à 5. »

Art. 25. Dans l'article 100bis du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, tel qu'inséré par le décret du 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le § 3, 1°, les mots « de rang 15 au moins » sont remplacés par les mots « de rang 12 au moins »;

b) dans le § 4, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« Le secrétariat de chaque commission est assuré par les Services du Gouvernement.

Le secrétariat n'a pas de voix délibérative. »

CHAPITRE XIX. — *Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

Art. 26. Dans l'article 30, § 1^{er}, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, tel que complété par le décret du 20 juillet 2005, remplacé par le décret du 20 juillet 2006 et complété par le décret du 23 janvier 2009, l'alinéa 3 est remplacé par :

« L'article 26, alinéas 1^{er} à 3, l'article 29, § 2, l'article 41, § 2, et l'article 45, alinéas 3 et 4, sont d'application pour le comptage du nombre d'élèves visés aux alinéas précédents. »

Art. 27. Dans l'article 42, alinéa 1^{er}, du même décret, tel que complété par le décret du 17 juillet 2002 et modifié par le décret du 20 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « de l'enseignement maternel » sont insérés entre les mots « Sont pris en compte les élèves » et les mots « qui réunissent les conditions ci-après : »

b) le 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° fréquenter la même école maternelle ou implantation maternelle à comptage séparé pendant le mois de septembre en y étant présent huit demi-jours au moins répartis sur huit journées, à condition que leur inscription n'ait pas été retirée au cours du mois de septembre ou qu'une inscription dans une autre école n'ait pas été prise ensuite dans le même mois. »

Art. 28. Dans l'article 43, alinéa 1^{er}, du même décret, tel que remplacé par le décret du 20 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « un deuxième comptage est réalisé le 11^e jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances d'automne » sont remplacés par les mots « un deuxième comptage est réalisé le 10^e jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances d'automne »;

2° les mots « pendant huit demi-jours répartis sur dix journées depuis le comptage précédent » sont remplacés par les mots « pendant huit demi-jours de présence effective au moins, répartis sur huit journées depuis le 1^{er} octobre ».

Art. 29. Dans l'article 44, alinéa 1^{er}, du même décret, tel que remplacé par le décret du 20 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « un troisième comptage est réalisé le 11^e jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances d'hiver » sont remplacés par les mots « un troisième comptage est réalisé le 10^e jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances d'hiver »;

2° les mots « pendant huit demi-jours répartis sur dix journées depuis le comptage précédent » sont remplacés par les mots « pendant huit demi-jours de présence effective au moins, répartis sur huit journées depuis le 11^e jour d'ouverture des écoles suivant les vacances d'automne »

Art. 30. Dans l'article 44bis, alinéa 1^{er}, du même décret, tel qu'inséré par le décret du 20 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « un quatrième comptage est réalisé le 11^e jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances de Carnaval » sont remplacés par les mots « un quatrième comptage est réalisé le 10^e jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances de Carnaval »;

2° les mots « pendant huit demi-jours répartis sur dix journées depuis le comptage précédent » sont remplacés par les mots « pendant huit demi-jours de présence effective au moins, répartis sur huit journées depuis le 11^e jour d'ouverture des écoles suivant les vacances d'hiver. »

Art. 31. Dans l'article 44^{ter}, alinéa 1^{er}, du même décret, tel qu'inséré par le décret du 20 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « un cinquième comptage est réalisé le 11^e jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances de printemps » sont remplacés par les mots « un cinquième comptage est réalisé le 10^eme jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances de printemps »;

2° les mots « pendant huit demi-jours répartis sur dix journées depuis le comptage précédent » sont remplacés par les mots « pendant huit demi-jours de présence effective au moins, répartis sur huit journées depuis le 11^e jour d'ouverture des écoles suivant les vacances de carnaval ».

Art. 32. A l'article 45 du même décret, tel que complété par le décret du 20 juillet 2005 et modifié par le décret du 20 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « Les nombres, calculés au 15 janvier, sont applicables du 1^{er} septembre au 31 août de l'année scolaire qui suit le comptage. Sont pris en compte pour le comptage du 15 janvier les élèves qui réunissent les conditions suivantes :

1° être âgé d'au moins deux ans et demi au 15 janvier de l'année scolaire en cours;

2° fréquenter la même école maternelle ou implantation maternelle à comptage séparé en y étant présent huit demi-jours au moins répartis sur huit journées depuis leur inscription, à condition qu'à la date du 15 janvier, leur inscription n'ait pas été retirée ou qu'une inscription dans une autre école ou implantation à comptage séparé faisant suite à un changement d'école établi en bonne et due forme n'ait pas été prise ».

b) trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 3 et 4 :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, n'est pas considéré comme élève régulièrement inscrit au 15 janvier de l'année scolaire précédente dans l'établissement scolaire qui l'a exclu, l'élève qui fait l'objet d'une exclusion définitive à un moment quelconque de cette année, mais bien dans l'établissement scolaire qui, le cas échéant, l'accueille après cette décision.

Dans les écoles fondamentales, les élèves régulièrement inscrits le 15 janvier dans l'enseignement primaire sont ajoutés à ceux visés à l'alinéa 3.

Les alinéas 1^{er} à 3 de l'article 26, le § 2 de l'article 29 et le § 2 de l'article 41 sont d'application pour le comptage du nombre d'élèves visés aux alinéas précédents »;

c) l'alinéa 4 devient l'alinéa 7.

*CHAPITRE XX. — Disposition modifiant le décret du 14 juin 2001
visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé
ou subventionné par la Communauté française*

Art. 33. Dans l'article 2, 1°, b), dernier alinéa, du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que complété par le décret du 20 juillet 2006 et modifié par le décret du 12 décembre 2008, les mots « au 30 juin 2010 » sont remplacés par les mots « au 30 juin 2011 ».

*CHAPITRE XXI. — Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2003
relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public
et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel*

Art. 34. Dans l'article 11, alinéa 3, du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel, les mots « dans le mois qui suit » sont remplacés par les mots « dans les deux mois qui suivent ».

CHAPITRE XXII. — Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 35. Dans l'article 4, § 1^{er}, 19°, du décret du 3 mars 2004 organisation l'enseignement spécialisé, la phrase « L'élève et ses parents peuvent être associés à son élaboration » est abrogée.

Art. 36. A l'article 16 du même décret, les mots « s'articule autour du projet d'établissement. Il » sont à insérer entre les mots « L'enseignement maternel spécialisé » et « est dispensé ».

Art. 37. A l'article 18 du même décret, les mots « est organisé en 4 degrés de maturité qui s'articulent autour du projet d'établissement. Il » sont à insérer entre les mots « L'enseignement primaire spécialisé » et « est dispensé ».

Art. 38. L'article 32 du même décret est complété par les paragraphes 9 et 10 rédigés comme suit :

« § 9. L'élève et ses parents ou, à défaut, leur délégué, sont invités à l'élaboration du P.I.A.

§ 10. La transmission de certaines données du P.I.A. est obligatoire. Les données du P.I.A. qui font l'objet d'un transfert ainsi que les modalités de transmission sont arrêtées par le Gouvernement. »

Art. 39. L'article 54, § 4, du même décret est abrogé.

Art. 40. L'article 78, § 3, du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa précédent et à l'article 68, § 2, § 3 et § 4, la période consacrée à la guidance ou au recyclage peut être attribuée aux professeurs de cours techniques, aux professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle et aux professeurs de pratique professionnelle titulaires d'une fonction à prestations complètes qui exercent au moins 60 % de leur charge dans l'enseignement secondaire spécialisé et qui prestent dans l'enseignement spécialisé adapté aux élèves polyhandicapés, dysphasiques, aphasiques, ou avec autisme tel que prévu à l'article 8^{bis} du présent décret. »

Art. 41. L'article 80 du même décret est complété par les paragraphes 9 et 10 rédigés comme suit :

« § 9. L'élève et ses parents ou, à défaut, leur délégué, sont invités à l'élaboration du P.I.A.

§ 10. La transmission de certaines données du P.I.A. est obligatoire. Les données du P.I.A. qui font l'objet d'un transfert ainsi que les modalités de transmission sont arrêtées par le Gouvernement ».

Art. 42. A l'article 121 du même décret, l'alinéa suivant est inséré avant l'alinéa 1^{er} :

« Dans l'enseignement secondaire spécialisé de formes 1 et 2, les cours peuvent être suspendus afin d'organiser l'évaluation, les délibérations des conseils de classe et les rencontres avec les parents pendant 3 jours au maximum sur l'année. »

Art. 43. Dans l'article 131, 1^o, 2^o et 3^o, du même décret, il est ajouté « 5 » entre « 4 » et « 6 ».

Art. 44. Dans l'article 132 du même décret, il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Par dérogation aux paragraphes 2 et 3, pour l'élève inscrit au 2^e ou au 3^e degré de l'enseignement secondaire en alternance sur base d'une formation prévue par l'article 45 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, il est accordé 4 périodes d'accompagnement assurées par du personnel de l'enseignement spécialisé. »

Art. 45. Dans l'article 147 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le Gouvernement, après avis motivé du Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé qui constate qu'aucune offre d'enseignement spécialisé n'est disponible à une distance raisonnable, telle que prévue par l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, peut autoriser, dans le cadre d'une intégration temporaire totale, l'inscription d'un élève relevant du niveau maternel de l'enseignement spécialisé dans une école organisant un autre type d'enseignement spécialisé que celui mentionné sur l'attestation d'orientation de l'élève. »

**CHAPITRE XXIII. — Disposition modifiant le décret du 12 mai 2004
portant organisation du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire**

Art. 46. Dans l'article 41 du décret du 12 mai 2004 portant organisation du jury de la Communauté française de l'Enseignement secondaire, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Pour ce qui concerne les épreuves du troisième degré général, le candidat ayant obtenu une dispense au premier groupe d'épreuves et étant inscrit en deuxième épreuve peut présenter cette dernière. Les résultats obtenus n'étant validés qu'après la réussite de la première épreuve complète. Pour participer aux épreuves du troisième groupe, il doit avoir réussi le premier groupe d'épreuves et avoir obtenu au moins deux dispenses dans le deuxième groupe d'épreuves. Les résultats obtenus dans ce troisième groupe ne sont validés qu'après avoir totalement réussi le deuxième groupe. »

**CHAPITRE XXIV. — Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004
relatif à la définition de la pénurie et à certaines commissions dans l'enseignement organisé
ou subventionné par la Communauté française**

Art. 47. Dans l'article 13 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans le paragraphe 1^{er}, 1^o, les mots « de rang 15 au moins » sont remplacés par les mots « de rang 12 au moins »;
- b) dans le paragraphe 2, 1^o, les mots « de rang 12 au moins » sont remplacés par les mots « de rang 10 au moins ».

Art. 48. Dans l'article 15 du même décret, le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Le secrétariat de chaque commission zonale est assuré par les Services du Gouvernement. »

Art. 49. L'article 25 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Le secrétariat de chaque Commission centrale est assuré par les Services du Gouvernement »

CHAPITRE XXV. — Disposition modifiant le décret 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française

Art. 50. Dans l'article 28, § 7, alinéa 1^{er}, du décret 12 mai 2004 fixant les droits et obligations des puériculteurs et portant diverses dispositions relatives à la valorisation des jours prestés par le personnel non statutaire de la Communauté française, tel que complété par le décret du 13 décembre 2007, les mots « en ce compris celles des puériculteurs qui n'ont pas atteint l'ancienneté requise pour figurer au classement des prioritaires au niveau du Pouvoir Organisateur » sont remplacés par les mots « acquises depuis le 1^{er} septembre qui précède ».

**CHAPITRE XXVI. — Disposition modifiant le décret du 2 juin 2006
relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire
et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire**

Art. 51. Dans l'article 25, § 2, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « , de troubles des apprentissages ou d'un retard mental ».

**CHAPITRE XXVII. — Disposition modifiant le décret du 20 juillet 2006
relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement
et des Centres P.M.S. subventionnés.**

Art. 52. Dans le chapitre III du décret du 20 juillet 2006 relatif à la concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés, il est inséré un article 16bis rédigé comme suit :

« Article 16bis. Au sein du Comité, il peut être convenu que les communications visées aux articles 7, 9, 14 et 15, soient transmises par voie électronique. Les règles plus précises concernant la transmission et la communication électronique sont déterminées le cas échéant dans le règlement d'ordre intérieur. »

CHAPITRE XXVIII. — *Disposition modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

Art. 53. A l'article 35 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, tel que modifié par le décret du 23 janvier 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, la phrase suivante est abrogée : « Les membres du personnel visés aux alinéas 1^{er} et 2 doivent être détenteurs d'au moins trois attestations de réussite des modules de formation visés aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er}. »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « Les membres du personnel visés aux alinéas 1^{er} et 2 doivent être détenteurs d'au moins trois attestations de réussite des modules de formation visés aux articles 17, § 1^{er} et 18, § 1^{er}. Ces candidats sont classés, pour chaque établissement choisi, selon le nombre d'attestations de réussite dont ils sont détenteurs, puis selon leur ancienneté de service. Ils sont désignés, selon l'ordre de ce classement, d'abord dans les emplois vacants et à défaut, dans d'autres emplois disponibles. Les candidats ne peuvent indiquer d'ordre de priorité parmi les établissements auxquels ils souhaitent être affectés. »;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « du décret du 4 janvier 1999 précité et pas aux conditions de l'alinéa 2 du présent article » sont remplacés par les mots « du décret du 4 janvier 1999 précité et pas aux conditions de l'alinéa 3 du présent article »;

4° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les mots « de l'alinéa 5 » sont remplacés par les mots « de l'alinéa 4 »;

5° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, la phrase « Lorsqu'aucun membre du personnel répondant aux conditions du § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2 ou, pour l'enseignement de promotion sociale, à l'article 97, alinéa 1^{er}, 8°, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité ne s'est porté candidat à un emploi de la fonction concernée dans un établissement, le Gouvernement désigne un membre du personnel parmi les candidats visés au § 1^{er}, alinéa 5 » est remplacée par la phrase « Lorsqu'aucun membre du personnel répondant aux conditions du § 1^{er}, alinéa 3 ne s'est porté candidat à un emploi de la fonction concernée dans un établissement, le Gouvernement désigne un membre du personnel parmi les candidats visés au § 1^{er}, alinéa 4. »;

6° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « les conditions fixées au § 1^{er}, alinéa 5, » sont remplacés par les mots « les conditions fixées au § 1^{er}, alinéa 4, ».

CHAPITRE XXIX. — *Dispositions modifiant le décret de la Communauté française du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique*

Art. 54. Dans l'article 8 du décret de la Communauté française du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. L'élève aborde l'apprentissage par immersion soit au niveau de la dernière année de l'enseignement maternel, soit au niveau de la troisième année de l'enseignement primaire, soit au niveau de la première année de l'enseignement secondaire.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans le cas des écoles n'organisant que de l'enseignement primaire, l'élève aborde l'apprentissage par immersion soit au niveau de la première année, soit au niveau de la troisième année de l'enseignement primaire.

Par dérogation aux deux alinéas précédents, le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné peut inscrire en dehors des années d'étude prévues aux alinéas précédents :

1° un élève dont au moins l'un des parents a pour langue maternelle la langue d'immersion;

2° un élève issu d'une école internationale dont la langue de l'enseignement est la même que la langue de l'immersion;

3° un élève issu d'une école européenne dont la langue de l'enseignement est la même que la langue de l'immersion;

4° uniquement dans le cadre d'un changement d'école, un élève en première année primaire dans une école n'organisant pas l'enseignement maternel, si cet élève a suivi un enseignement dans la langue de l'immersion au niveau de la dernière année de l'enseignement maternel.

Une même école fondamentale ou primaire ne peut pas organiser l'apprentissage par immersion commençant en troisième maternelle ou en première primaire et l'apprentissage par immersion commençant en troisième primaire. »

Art. 55. Dans l'article 11, § 2, du même décret, tel que complété par le décret du 12 décembre 2008, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à ce qui précède, le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné peut accepter d'inscrire à un autre moment que celui défini à l'alinéa 1^{er} :

1° un élève dont au moins l'un des parents a pour langue maternelle la langue d'immersion;

2° un élève issu d'une école internationale dont la langue de l'enseignement est la même que la langue de l'immersion;

3° un élève issu d'une école européenne dont la langue de l'enseignement est la même que la langue de l'immersion; »

CHAPITRE XXX. — *Disposition modifiant le décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences*

Art. 56. Dans le décret du 7 décembre 2007 organisant la différenciation structurelle au sein du premier degré afin d'amener l'ensemble des élèves à la maîtrise des socles de compétences, il est inséré un article 57bis rédigé comme suit :

« A titre transitoire,

— pour l'organisation de l'année scolaire 2008-2009, pour les établissements qui ont organisé une 1B en 2007-2008, et qui ont décidé, au cours du mois de septembre 2008 de ne pas organiser une 1^{re} année D, les périodes-professeur générées au 15 janvier 2008 pour les élèves fréquentant cette dernière année pourront être conservées à condition qu'elles soient affectées au 1^{er} degré;

— pour l'organisation de l'année scolaire 2009-2010, les établissements qui ont organisé une 2^e année P en 2008-2009, les périodes de la 2^e année D sont calculées sur la base du nombre d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier 2009. Dans ce cas, la 2^e année D ne fera l'objet d'aucun recomptage au 1^{er} octobre 2009. »

CHAPITRE XXXI. — *Disposition modifiant le décret du 30 avril 2009 portant sur les associations de parents d'élèves et les organisations représentatives d'associations de parents d'élèves en Communauté française*

Art. 57. L'article 7, § 2, du décret du 30 avril 2009 portant sur les associations de parents d'élèves et les Organisations représentatives d'associations de parents d'élèves en Communauté française, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement fixe les modalités de consultation des organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire. »

CHAPITRE XXXII. — *Entrée en vigueur*

Art. 58. Les articles 1^{er}, 12, 13, 15, 18, 19, 20, 21, 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 48, 52 et 52bis produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2010.

Art. 59. Les articles 5, 7, 9 et 11 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2009.

Art. 60. Les articles 4, 6, 8, 10, 25, 45, 46 et 47 entrent en vigueur le 1^{er} février 2011.

Art. 61. L'article 44 entre en vigueur le 15 février 2011.

Art. 62. L'article 34 produit ses effets le 1^{er} janvier 2011.

Art. 63. A l'article 53, le premier tiret produit ses effets le 1^{er} septembre 2008 et le second tiret produit ses effets le 1^{er} septembre 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 janvier 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-D. SIMONET

—
Note

(1) *Session 2010-2011.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 145-1. — Rapport, n° 145-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 12 janvier 2011.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 588

[C — 2011/29078]

13 JANUARI 2011. — **Decreet tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.*

Artikel 1. In artikel 24, § 1, 1e lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt tussen de woorden « op advies van de inspectiediensten » en de woorden « Indien de inrichtingen of afdelingen van inrichtingen aan de wettelijke en reglementaire voorwaarden blijven voldoen » de zin « Dat advies wordt enkel verzocht bij de oprichting van een schoolinrichting » ingevoegd.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 1 april 1960
betreffende de psycho-medisch-sociale centra.*

Art. 2. In artikel 3, § 2, van de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, zoals vervangen bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986 en gewijzigd bij de decreten van 15 november 2001, 31 januari 2002 en 19 februari 2009, wordt het 10e lid vervangen door hetgeen volgt :

« De aanvraag voor het bekomen van een vrijstelling bij toepassing van het 4 of het 5e lid kan worden ingediend :

1° minstens drie maanden vóór de ambtsvacature wanneer de Inrichtende macht met zekerheid kan weten dat het ambt dat door een personeelslid bezet is, vrij zal worden na het vertrek op rustpensioen of de terbeschikkingstelling, met uitzondering van de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het deeltijds rustpensioen betreffende een ander ambt dan een halftijds ambt;

2° ongeacht de datum waarop het ambt onverwachts vrijgekomen is. »

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 30 juli 1963
houdende taalregeling in het onderwijs.*

Art. 3. In artikel 15 van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het 1e lid worden de woorden « of een bachelor of een master » ingevoegd tussen de woorden « of het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs » en de woorden « heeft behaald, of zo hij een getuigschrift voorlegt »;

2° in het 2e lid worden de woorden « of een bachelor of een master » ingevoegd tussen de woorden « of het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs » en de woorden « heeft behaald, of zo hij een getuigschrift voorlegt ».

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juni 1975
betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs*

Art. 4. In artikel 6, § 4, van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het kleuter- en lager onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2002, het decreet van 12 mei 2004 en het decreet van 23 januari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 3e lid, worden de woorden « met ten minste de rang 13 » vervangen door de woorden « met ten minste de rang 10 »;

2° het 6e lid wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Het secretariaat wordt waargenomen door de diensten van de Regering. Het secretariaat is niet stemgerechtigd. »

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 1975
betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het buitengewoon voorschools- en lager onderwijs*

Art. 5. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het buitengewoon voorschools- en lager onderwijs wordt na de rubriek « Bijzondere leermeester in de inwijding in de muziek » een rubriek « studiemeester-opvoeder » toegevoegd, luidend als volgt :

« Studiemeester-opvoeder

Groep A

a) Diploma van maatschappelijk adviseur : van houder VB/S

b) Diploma van kandidaat/bachelor (elke richting) uitgereikt door een Belgische universiteit of door een inrichting die door de wet ertoe gemachtigd wordt : van houder VB/S

c) Diploma van een hogere technische school van de 1e graad aangevuld met het getuigschrift GMTN of met het GPB : van houder VB/S

d) Diploma van een hogere technische school of cursus van de 1e graad : van houder VB/S tweejarig

e) Diploma van een hogere technische school of getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, aangevuld met het getuigschrift GMTN of met het GPB : van houder VB/S tweejarig

f) Diploma van een hogere secundair technische school of getuigschrift van het hoger secundair onderwijs : van houder B/S

g) Brevet van een aanvullende secundaire school, aangevuld met 36 maanden diensten die definitief gepresteerd zijn in het ambt met volledige prestaties van studiemeester-opvoeder van een internaat : van houder B/S

h) Brevet van een hogere secundaire beroepsschool, aangevuld met 36 maanden diensten die definitief gepresteerd zijn in het ambt met volledige prestaties van studiemeester-opvoeder van een internaat : van houder B/S

i) Diploma van hogere secundaire technische leergang, aangevuld met 36 maanden diensten die definitief gepresteerd zijn in het ambt met volledige prestaties van studiemeester-opvoeder van een internaat : van houder B/S. »

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar*

Art. 6. In artikel 6, § 3, van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, zoals voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 3e lid worden de woorden « met ten minste de rang 13 » vervangen door de woorden « met ten minste de rang 10 »;

2° het 6e lid wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Het secretariaat wordt waargenomen door de diensten van de Regering. Het secretariaat is niet stemgerechtigd. »

Art. 7. In artikel 11, C., van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, worden onder de rubriek « studiemeester-opvoeder », de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° onder punt a) worden de woorden « van maatschappelijk assistent of » geschrapt;
- 2° onder punt e) worden de woorden « diploma van kleuteronderwijzeres of » geschrapt;
- 3° het punt « h) diploma van kleuteronderwijzeres » wordt geschrapt.

HOOFDSTUK VII. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie

Art. 8. In artikel 6, § 3 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, zoals voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 3e lid worden de woorden « met ten minste de rang 13 » vervangen door de woorden « met ten minste de rang 10 »;

2° het 6e en het 7e lid worden vervangen door hetgeen volgt :

« Het secretariaat wordt waargenomen door de diensten van de Regering. Het secretariaat is niet stemgerechtigd. »

Art. 9. In artikel 11, G., van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, worden onder de rubriek « Studiemeester-opvoeder » de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° onder punt a) worden de woorden « van maatschappelijk assistent of » geschrapt;
- 2° onder punt f) worden de woorden « diploma van kleuteronderwijzeres of » geschrapt;
- 3° het punt « i) diploma van kleuteronderwijzeres » wordt geschrapt.

HOOFDSTUK VIII. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs

Art. 10. In artikel 6, § 3, van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, zoals voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 3e lid worden de woorden « met tenminste de rang 13 » vervangen door de woorden « met ten minste de rang 10 »;

2° het 6e en het 7e lid worden vervangen door hetgeen volgt :

« Het secretariaat wordt waargenomen door de diensten van de Regering. Het secretariaat is niet stemgerechtigd. »

Art. 11. In artikel 11, C., van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs worden onder de rubriek « Studiemeester-opvoeder », de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° onder punt a) worden de woorden « van maatschappelijk assistent of » geschrapt;
- 2° onder punt e) worden de woorden « diploma van kleuteronderwijzeres of » geschrapt;
- 3° het punt « h) diploma van kleuteronderwijzeres » wordt geschrapt.

HOOFDSTUK IX. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 94 van 28 september 1982 betreffende de verloven voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of wegens persoonlijke aangelegenheden

Art. 12. In artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 94 van 28 september 1982 betreffende de verloven voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of wegens persoonlijke aangelegenheden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van drie en een halve maand » vervangen door de woorden « van een maand »;

2° het 2e lid wordt geschrapt.

HOOFDSTUK X. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht

Art. 13. In artikel 1, § 1, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 25 april 2008, wordt het 3e lid aangevuld met de woorden :

« of door het volgen van een alternerende vorming georganiseerd door het « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises (IFAPME) » of door de Vormingsdienst « P.M.E. » opgericht binnen de Franse Gemeenschapscommissie (SFPME). »

Art. 14. In artikel 2, 1e lid, van dezelfde wet, zoals gewijzigd bij het decreet van 27 december 1993 worden de woorden « Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming » vervangen door de woorden « Ministerie van de Franse Gemeenschap ».

HOOFDSTUK XI. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs*

Art. 15. Artikel 19, § 3, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, aangevuld bij het besluit van de Regering van 19 juli 1993, aangevuld bij het besluit van de Regering van 15 juli 1996 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 30 maart 2000 wordt aangevuld met drie leden luidend als volgt :

« In afwijking van het 1e lid kan de Minister die bevoegd is voor het secundair onderwijs of zijn afgevaardigde, voor individuele gevallen, de toegang toelaten tot een optie van het 7e jaar georganiseerd op het einde van de 3e graad van het technisch kwalificatieonderwijs, na advies van de inspectiedienst

a) aan de leerling die met vrucht geslaagd is voor het 6e jaar van het algemeen, technisch of kunstsecundair overgangsonderwijs en die houder is van een kwalificatiegetuigschrift uitgereikt op het einde van een 6e beroepsjaar;

b) aan een leerling die met vrucht geslaagd is voor een 7e jaar georganiseerd op het einde van de 3e graad van het beroepssecundair onderwijs en die houder is van een kwalificatiegetuigschrift of van een getuigschrift voor bijkomende bevoegdheden uitgereikt op het einde van datzelfde jaar.

In afwijking van hetzelfde lid kan de Minister of zijn afgevaardigde voor individuele gevallen en na advies van de inspectiedienst de toegang toelaten tot een optie van het 7e jaar georganiseerd op het einde van de 3e graad van het beroepssecundair onderwijs aan een leerling houder ofwel van een kwalificatiegetuigschrift, ofwel van een getuigschrift voor bijkomende bevoegdheden uitgereikt op het einde van datzelfde jaar in een andere optie. »

Het advies van de inspectiedienst bedoeld in het 6e en het 7e lid wordt verleend binnen de dertig werkdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag. Het gebrek van advies van de inspectiedienst binnen de termijn van dertig werkdagen wordt gelijkgesteld met een gunstig advies van de inspectiedienst.

HOOFDSTUK XII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II*

Art. 16. In artikel 21^{quater}, § 2, 3e lid, van het decreet van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, worden de woorden « op 15 januari 2008 » vervangen door de woorden « op 15 januari van het voorafgaande schooljaar ».

HOOFDSTUK XIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 juli 1990 tot oprichting van de Raad voor Onderwijs en Vorming van de Franse Gemeenschap*

Art. 17. In artikel 5, § 1, laatste lid, van het decreet van 12 juli 1990 tot oprichting van de Raad voor Onderwijs en Vorming van de Franse Gemeenschap, zoals vervangen bij het decreet van 21 juni 2001 wordt het woord « eenmaal » vervangen door het woord « tweemaal ».

HOOFDSTUK XIV. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie*

Art. 18. In artikel 73 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 3e lid wordt de zin « Een partnerschap kan niet meer dan vier partnerinstellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie tellen. » geschrapt;

2° een 4e lid wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« In het kader van het kwaliteitbeheer worden 4 000 B-lestijden besteed aan de organisatie van een kwaliteitsonderneming. Die lestijden zullen verdeeld worden onder verschillende vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten evenredig met het aantal lestijden besteed gedurende het vorige kalenderjaar met afronding naar de halve lestijd. »

HOOFDSTUK XV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Art. 19. In artikel 16 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 1994, opgeheven bij het decreet van 30 juni 1998 en hersteld bij het decreet van 12 december 2008, wordt het derde lid opgeheven.

Art. 20. In artikel 22, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 22 december 1994, het decreet van 5 augustus 1995, het decreet van 2 april 1996, het decreet van 30 juni 2006, het decreet van 8 maart 2007 en het decreet van 12 december 2008, wordt de zin « Bovendien, voor het gedifferentieerde eerste jaar, het gedifferentieerde tweede jaar, wanneer er een positief of negatief verschil bestaat dat afzonderlijk berekend wordt voor elk jaar, van meer dan 10 % tussen het totaal aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 1 oktober en het totaal aantal regelmatige leerlingen op 15 januari van het vorige schooljaar, wordt het aantal lestijden voorbehouden aan de betrokken jaren opnieuw geteld op basis van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op 1 oktober van het lopende schooljaar. », opgeheven.

Art. 21. In artikel 23 van hetzelfde decreet, zoals vervangen bij het decreet van 22 december 1994, gewijzigd bij het decreet van 12 december 2008 en aangevuld bij het decreet van 3 april 2009, wordt het vierde lid opgeheven.

HOOFDSTUK XVI. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 27 december 1993 houdende diverse maatregelen inzake cultuur, gezondheid, onderwijs en begroting*

Art. 22. In artikel 8, § 4, van het decreet van 27 december 1993 houdende diverse maatregelen inzake cultuur, gezondheid, onderwijs en begroting, wordt het eerste lid vervangen door hetgeen volgt :

« Alle gegevens zijn volstrekt naamloos en geen enkel gegeven per school wordt megedeeld buiten de diensten van de Regering en de ministers die verantwoordelijk zijn voor het onderwijs behoudens :

1° wanneer de mededeling van dergelijke gegevens noodzakelijk is ter uitvoering van een internationale verbintenis;

2° indien, na een aanvraag degelijk met redenen omkleed over de doestellingen van de gegevensverwerking en ingediend door publiekrechtelijke personen of personen en instellingen bedoeld bij § 3, derde streepje, de bevoegde Minister de mededeling van deze gegevens toelaat. »

HOOFDSTUK XVII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Art. 23. In artikel 79, § 5, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, zoals aangevuld bij het decreet van 8 februari 1999, gewijzigd bij het decreet van 28 januari 2004, het decreet van 3 maart 2004 en het decreet van 8 maart 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het achtste lid wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Als het advies van de inspectiedienst ongunstig is, wordt de aanvraag, samen met de met redenen omklede adviezen die uitgebracht worden door het inrichtingshoofd of door de betrokken inspectiedienst, onverwijld aan de Minister verstuurd die belast is met het Leerplichtonderwijs of diens afgevaardigde, die beslist binnen de tien werkdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag. In dit geval wordt het gebrek aan antwoord binnen deze termijn gelijkgesteld met een toestemming. »;

2° het laatste lid wordt vervangen door hetgeen volgt :

« De aanvraag met de met redenen omklede adviezen die uitgebracht worden door het inrichtingshoofd en door de betrokken inspectiedienst, wordt onverwijld overgezonden aan de Minister die belast is met het Leerplichtonderwijs of diens afgevaardigde, die beslist binnen de tien werkdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag. In dit geval wordt het gebrek aan antwoord binnen deze termijn gelijkgesteld met een toestemming. »

HOOFDSTUK XVIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 24. Artikel 31, § 4, derde streepje, van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Nochtans, wanneer deze overhevelingen geen geheel getal van wekelijkse lestijden tot resultaat hebben, wordt dit resultaat afgerond naar de hogere eenheid wanneer de eerste decimaal gelijk aan of hoger is als 5. »

Art. 25. In artikel 100bis van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 3, 1°, worden de woorden « van minstens rang 15 » vervangen door de woorden « van minstens rang 12 »;

b) in § 4, worden het tweede lid en het derde lid vervangen door wat volgt :

« Voor het secretariaat van elke commissie wordt door de diensten van de Regering gezorgd.

Het secretariaat is niet stemgerechtigd. »

HOOFDSTUK XIX. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving*

Art. 26. In artikel 30, § 1, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, zoals aangevuld bij het decreet van 20 juli 2005, vervangen bij het decreet van 20 juli 2006 en aangevuld bij het decreet van 23 januari 2009, wordt het derde lid vervangen door :

« Artikel 26, eerste tot derde lid, artikel 29, § 2, artikel 41, § 2, en artikel 45, derde en vierde lid, zijn van toepassing voor de telling van het aantal leerlingen bedoeld in de vorige leden. »

Art. 27. In artikel 42, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij het decreet van 17 juli 2002 en gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « De leerlingen die aan volgende voorwaarden voldoen worden in aanmerking genomen : » worden vervangen door de woorden « De leerlingen van het kleuteronderwijs die aan volgende voorwaarden voldoen, worden in aanmerking genomen : »

b) het 2° wordt door wat volgt vervangen : « 2° dezelfde kleuterschool of kleutervestigingsplaats met afzonderlijke telling bezoeken tijdens de maand september door er minstens acht halve dagen, minstens over acht dagen verdeeld, aanwezig te zijn en op voorwaarde dat hun inschrijving niet werd opgeschort in de loop van de maand september of dat er tijdens dezelfde maand nadien geen inschrijving is gebeurd in een andere school. »

Art. 28. In artikel 43, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals vervangen bij het decreet van 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Er wordt een tweede telling uitgevoerd op de 11e werkdag van de scholen na de herfstvakantie. » worden vervangen door de woorden « Er wordt een tweede telling uitgevoerd op de 10e openingsdag van de scholen na de herfstvakantie. »;

2° de woorden « gedurende acht halve dagen verdeeld over tien dagen hebben bezocht sinds de vorige telling » worden vervangen door de woorden « gedurende minstens acht halve dagen werkelijke aanwezigheid, verdeeld over acht dagen, hebben bezocht, sinds de 1e oktober ».

Art. 29. In artikel 44, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals vervangen bij het decreet van 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Er wordt een derde telling uitgevoerd op de 11e werkdag van de scholen na de wintervakantie. » worden vervangen door de woorden « Er wordt een derde telling uitgevoerd op de 10e openingsdag van de scholen na de wintervakantie. »;

2° de woorden « gedurende acht halve dagen verdeeld over tien dagen hebben bezocht sinds de vorige telling » worden vervangen door de woorden « gedurende minstens acht halve dagen werkelijke aanwezigheid, verdeeld over acht dagen na de 11e openingsdag van de scholen, hebben bezocht, sinds de herfstvakantie ».

Art. 30. In artikel 44bis, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Er wordt een vierde telling uitgevoerd op de 11e werkdag van de scholen na de krokusvakantie. » worden vervangen door de woorden « Er wordt een vierde telling uitgevoerd op de 10e openingsdag van de scholen na de krokusvakantie. »;

2° de woorden « gedurende acht halve dagen verdeeld over tien dagen hebben bezocht sinds de vorige telling » worden vervangen door de woorden « gedurende minstens acht halve dagen werkelijke aanwezigheid, verdeeld over acht dagen na de 11e openingsdag van de scholen, hebben bezocht, sinds de herfstvakantie ».

Art. 31. In artikel 44ter, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Er wordt een vijfde telling uitgevoerd op de 11e werkdag van de scholen na de lentevakantie. » worden vervangen door de woorden « Er wordt een vijfde telling uitgevoerd op de 10e openingsdag van de scholen na de lentevakantie. »;

2° de woorden « gedurende acht halve dagen verdeeld over tien dagen hebben bezocht sinds de vorige telling » worden vervangen door de woorden « gedurende minstens acht halve dagen werkelijke aanwezigheid, verdeeld over acht dagen na de 11e openingsdag van de scholen, hebben bezocht, sinds de krokusvakantie ».

Art. 32. In artikel 45 van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij het decreet van 20 juli 2005 en gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het derde lid wordt vervangen door hetgeen volgt :

« De aantallen die op 15 januari berekend worden, zijn van toepassing vanaf 1 september tot 31 augustus van het schooljaar volgend op de telling. Worden in aanmerking genomen voor de telling van 15 januari de leerlingen die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° de leeftijd van minstens twee jaar en half op 15 januari van het lopende schooljaar bereikt hebben;

2° dezelfde kleuterschool of kleutervervestigingsplaats met afzonderlijke telling bezoeken door er minstens acht halve dagen, minstens over acht dagen sinds hun inschrijving verdeeld, aanwezig te zijn en op voorwaarde dat, op 15 januari, hun inschrijving niet werd ingetrokken of dat er nadien geen inschrijving is gebeurd in een andere school of vestigingsplaats met afzonderlijke telling ten gevolge van een degelijk vastgestelde schoolverandering. »

b) drie leden luidend als volgt, worden ingevoegd tussen het derde en het vierde lid :

« In afwijking van het vorige lid, wordt niet beschouwd als regelmatig ingeschreven op 15 januari van het vorige schooljaar in de schoolinrichting die hem uitgesloten heeft, de leerling voor wie een definitieve uitsluiting geldt op elk moment van dat jaar, maar wel als regelmatig ingeschreven in de schoolinrichting die hij, desgevallend, na deze beslissing bezoekt.

In de basisscholen, worden de leerlingen die op 15 januari regelmatig ingeschreven zijn in het lager onderwijs toegevoegd aan deze bedoeld in het derde lid.

De leden 1 tot 3 van artikel 26, § 2 van artikel 29 en § 2 van artikel 41 zijn van toepassing op de telling van het aantal leerlingen bedoeld bij de vorige leden. »

c) het vierde lid wordt het zevende lid.

HOOFDSTUK XX. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd*

Art. 33. In artikel 2, 1°, b), laatste lid, van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd, zoals aangevuld bij het decreet van 20 juli 2006 en gewijzigd bij het decreet van 12 december 2008, worden de woorden « tot 30 juni 2010 » vervangen door de woorden « tot 30 juni 2011 ».

HOOFDSTUK XXI. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden*

Art. 34. In artikel 11, derde lid, van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden, worden de woorden « binnen de maand volgend op » vervangen door de woorden « binnen de twee maanden volgend op ».

HOOFDSTUK XXII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 35. In artikel 4, § 1, 19° van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, wordt de zin « . De leerling en zijn ouders kunnen aan het opmaken ervan deelnemen » opgeheven.

Art. 36. In artikel 16 van hetzelfde decreet, worden de woorden « Het gespecialiseerd kleuteronderwijs wordt verstrekt met achtentwintig wekelijkse lestijden van vijftig minuten, verdeeld over negen halve dagen. » vervangen door de woorden « Het gespecialiseerd kleuteronderwijs wordt ingericht rond het inrichtingsproject en wordt verstrekt met achtentwintig wekelijkse lestijden van vijftig minuten, verdeeld over negen halve dagen. »

Art. 37. In artikel 18 van hetzelfde decreet, worden de woorden « Het gespecialiseerd lager onderwijs wordt ingericht in vier maturiteitsgraden rond het inrichtingsproject en wordt verstrekt met achtentwintig wekelijkse lestijden van vijftig minuten, verdeeld over negen halve dagen. »

Art. 38. Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de paragrafen 9 en 10 luidend als volgt :

« § 9. De leerling en zijn ouders of, bij gebreke eraan, hun afgevaardigde, worden uitgenodigd op de uitwerking van het ILP.

§ 10. De overzending van sommige gegevens van het ILP zijn verplicht. De gegevens van het ILP die overgeheveld worden alsook de nadere regels voor de overzending worden door de Regering bepaald. »

Art. 39. Artikel 54, § 4, van hetzelfde decreet, wordt opgeheven.

Art. 40. Artikel 78, § 3, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het vorige lid en van artikel 68, § 2, § 3 en § 4, kan de lestijd bestemd voor de begeleiding en de herscholing toegekend worden aan de leraren technische vakken, de leraren technische vakken en beroepspraktijk en de leraren beroepspraktijk die houder zijn van een ambt met volledige prestaties die minstens 60 % van hun opdracht in het gespecialiseerd secundair onderwijs uitoefenen en die in het gespecialiseerd onderwijs aangepast aan leerlingen die aan meerdere handicaps, dysfasie of afasie of autisme lijden, zoals bepaald bij artikel 8*bis* van dit decreet. »

Art. 41. Artikel 80 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de paragrafen 9 en 10 luidend als volgt :

« § 9. De leerling en zijn ouders of, bij gebreke eraan, hun afgevaardigde, worden uitgenodigd op de uitwerking van het ILP.

§ 10. De overzending van sommige gegevens van het ILP zijn verplicht. De gegevens van het ILP die overgeheveld worden alsook de nadere regels voor de overzending worden door de Regering bepaald. »

Art. 42. In artikel 121 van hetzelfde decreet, wordt het volgende lid ingevoegd vóór het eerste lid :

« In het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1 en 2, kunnen de lessen opgeschort worden met als doel de inrichting van de evaluatie, de beraadslagingen van de klassenraden en de ontmoetingen met de ouders gedurende maximum drie dagen tijdens het jaar. »

Art. 43. In artikel 131, 1°, 2° en 3°, van hetzelfde decreet, wordt een « 5 » toegevoegd tussen « 4 » en « 6 ».

Art. 44. In artikel 132 van hetzelfde decreet wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. In afwijking van de paragrafen 2 en 3, voor de leerling ingeschreven voor de tweede of derde graad van het alternerend secundair onderwijs op basis van een opleiding bepaald bij artikel 45 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden vier begeleidingslestijden toegekend die verstrekt worden door het personeel van het gespecialiseerd onderwijs. »

Art. 45. In artikel 147 van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid vervangen door hetgeen volgt :

« De Regering, na met redenen omkleed advies van de Algemene overlegraad van het gespecialiseerd onderwijs die vaststelt dat geen aanbod van gespecialiseerd onderwijs op een redelijke afstand beschikbaar is, zoals bepaald bij artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, kan, in het kader van een totale tijdelijke inschakeling, de inschrijving van een leerling die onder het kleuterniveau van het gespecialiseerd onderwijs ressorteert toelaten in een school die een ander onderwijstype inricht als dat vermeld op het oriëntatieattest van de leerling. »

HOOFDSTUK XXIII. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs

Art. 46. In artikel 41 van het decreet van 12 mei 2004 houdende de organisatie van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het Secundair Onderwijs, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Wat de proeven van de derde algemene graad betreft, kan de kandidaat die een vrijstelling heeft verkregen voor de eerste examengroep en die zich voor het tweede examen heeft ingeschreven, dit laatste afleggen. De behaalde resultaten worden enkel geldig verklaard nadat men slaagt voor het volledige eerste examen. Om deel te nemen aan de examens van de derde groep, dient men geslaagd te zijn voor de eerste examengroep en ten minste twee vrijstellingen in de tweede examengroep te hebben verkregen. De behaalde resultaten in deze derde groep worden enkel geldig verklaard nadat men volledig geslaagd is voor de tweede groep. »

HOOFDSTUK XXIV. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs

Art. 47. In artikel 13 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het buitengewoon of door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, 1°, worden de woorden « van minstens rang 15 » vervangen door de woorden « van minstens rang 12 »;

b) in § 2, 1°, worden de woorden « van minstens rang 12 » vervangen door de woorden « van minstens rang 10 ».

Art. 48. In artikel 15 van hetzelfde decreet, wordt § 5 vervangen als volgt :

« § 5. Het secretariaat van elke zonale commissie wordt waargenomen door de diensten van de Regering. »

Art. 49. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Het secretariaat van elke centrale commissie wordt waargenomen door de diensten van de Regering. »

HOOFDSTUK XXV. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap.*

Art. 50. In artikel 28, § 7, eerste lid, van het decreet van 12 mei 2004 tot vaststelling van de rechten en plichten van de kinderverzorgers en houdende diverse bepalingen betreffende de valorisatie van de dagen gepresteerd door het niet-statutair personeel van de Franse Gemeenschap, zoals aangevuld met het decreet van 13 december 2007, worden de woorden « met inbegrip van de anciënniteiten van de kinderverzorgers die niet de vereiste anciënniteit bereikt hebben om in het klasement van de prioritaire leden te verschijnen op het niveau van de Inrichtende macht » vervangen door de woorden « verworven sinds voorafgaand 1 september ».

HOOFDSTUK XXVI. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs*

Art. 51. In artikel 25, § 2, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden « met leerstoornissen of met een mentale achterstand ».

HOOFDSTUK XXVII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 20 juli 2006 betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra.*

Art. 52. In hoofdstuk III van het decreet van 20 juli 2006 betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra, wordt een artikel 16bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 16bis. Binnen het Comité kan overeengekomen worden dat de mededelingen bedoeld in de artikelen 7, 9, 14 en 15 elektronisch verzonden worden. De meer nauwkeurige regels betreffende de verzending en mededeling op elektronische wijze worden in voorkomend geval in het huishoudelijk reglement bepaald. »

HOOFDSTUK XXVIII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

Art. 53. In artikel 35 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, zoals gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, wordt de volgende zin opgeheven :

« De in het 1e en het 2e lid bedoelde personeelsleden moeten minstens drie slaagattesten bezitten van de vormingsmodules bedoeld in de artikelen 17, § 1 en 18, § 1. »;

2° in § 1, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« De personeelsleden bedoeld in het eerste en tweede lid moeten minstens drie slaagattesten bezitten van de vormingsmodules bedoeld in de artikelen 17, § 1 en 18, § 1. Deze kandidaten worden, voor elke gekozen inrichting, gerangschikt volgens het aantal slaagattesten waarover ze beschikken en daarna volgens hun dienstanciënniteit. Ze worden, volgens de volgorde van die rangschikking, eerst in de vacante betrekkingen, en, bij ontstentenis daarvan, in de andere beschikbare betrekkingen aangesteld. De kandidaten kunnen geen orde van prioriteit kiezen onder de inrichtingen waaraan ze toegewezen wensen te worden. »;

3° in § 1, vierde lid, worden de woorden « van het voormelde decreet van 4 januari 1999 en niet aan de voorwaarden van het tweede lid van dit artikel » vervangen door de woorden « van het voormelde decreet van 4 januari 1999 en niet aan de voorwaarden van het derde lid van dit artikel »;

4° in § 1, vijfde lid, worden de woorden « van het 5e lid » vervangen door de woorden « van het vierde lid »;

5° in § 2, eerste lid, wordt de zin « Wanneer geen personeelslid dat voldoet aan de voorwaarden van § 1, eerste en tweede leden, of, voor het onderwijs voor sociale promotie, aan artikel 97, eerste lid, 8° van het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, zich kandidaat heeft gesteld voor een betrekking van het betrokken ambt in een inrichting, wijst de Regering een personeelslid aan onder de kandidaten bedoeld in § 1, vijfde lid » vervangen door de zin « Wanneer geen personeelslid dat voldoet aan de voorwaarden van § 1, derde lid, zich kandidaat heeft gesteld voor een betrekking van het betrokken ambt in een inrichting, wijst de Regering een personeelslid aan onder de kandidaten bedoeld in § 1, vierde lid. »;

6° in § 2, tweede lid, worden de woorden « de voorwaarden vastgesteld in § 1, vijfde lid, » vervangen door de woorden « de voorwaarden vastgesteld in § 1, vierde lid, ».

HOOFDSTUK XXIX. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs.*

Art. 54. In artikel 8 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, wordt § 1 vervangen als volgt :

« § 1. De leerling begint met het volgen van het taalbadonderwijs ofwel op het niveau van het laatste jaar van het kleuteronderwijs, ofwel op het niveau van het derde jaar van het lager onderwijs, ofwel op het niveau van het eerste jaar van het secundair onderwijs.

In afwijking van het vorige lid, voor de scholen die alleen het lager onderwijs organiseren, begint de leerling met het volgen van het taalbadonderwijs ofwel op het niveau van het eerste jaar, ofwel op het niveau van het derde jaar van het lager onderwijs.

In afwijking van de twee vorige leden, kan het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het gesubsidieerdonderwijs, buiten de studiejaar bedoeld in de vorige leden, de volgende leerlingen inschrijven :

1° een leerling waarvan minstens één van de ouders de taal van immersie als moedertaal heeft;

2° een leerling uit een internationale school waarvan de onderwijstaal dezelfde is als de taal van immersie;

3° een leerling uit een Europese school waarvan de onderwijstaal dezelfde is als de taal van immersie;

4° slechts in het kader van een schoolverandering, een leerling in het eerste jaar lager onderwijs in een school die geen kleuteronderwijs organiseert, als deze leerling taalbadonderwijs gevolgd heeft op het niveau van het laatste jaar van het kleuteronderwijs.

Eenzelfde basisschool of lagere school kan geen taalbadonderwijs organiseren vanaf het derde jaar van het kleuteronderwijs of vanaf het eerste jaar van het lager onderwijs en geen taalbadonderwijs vanaf het derde jaar van het lager onderwijs.

Art. 55. In artikel 11, § 2, van hetzelfde decreet, zoals aangevuld met het decreet van 12 december 2008, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« In afwijking van wat voorafgaat kan het inrichtingshoofd in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap of de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs aanvaarden om een leerling in te schrijven op een ander ogenblik dan dat bepaald in het eerste lid :

- 1° een leerling waarvan ten minste één van de ouders de taal van immersie als moedertaal heeft;
- 2° een leerling uit een internationale school waarvan de onderwijstaal dezelfde is als de taal van immersie;
- 3° een leerling uit een Europese school waarvan de onderwijstaal dezelfde is als de taal van immersie; »

HOOFDSTUK XXX. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 7 december 2007 houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven*

Art. 56. In het decreet van 7 december 2007 houdende organisatie van de structurele differentiatie in de eerste graad om alle leerlingen de mogelijkheid te geven om de basisvaardigheden te verwerven, wordt een artikel *57bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Als voorlopige maatregel,

— voor de organisatie van het schooljaar 2008-2009, voor de inrichtingen die in 2007-2008 een 1B georganiseerd hebben en die beslist hebben om tijdens de maand september 2008 het eerste jaar D niet te organiseren, zullen de lestijden-leerkracht veroorzaakt op 15 januari 2008 voor de leerlingen die dit laatste jaar volgen, behouden kunnen worden op voorwaarde dat ze voor de eerste graad bestemd zijn;

— voor de organisatie van het schooljaar 2009-2010, worden de inrichtingen die in 2008-2009 een tweede jaar P georganiseerd hebben, berekend op basis van het aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn op 15 januari 2009. In dit geval zal het tweede jaar D op 1 oktober 2009 niet opnieuw geteld worden. »

HOOFDSTUK XXXI. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de Verenigingen van ouders van leerlingen en de Representatieve organisaties van Verenigingen van ouders van leerlingen in de Franse Gemeenschap*

Art. 57. Artikel 7, § 2, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de Verenigingen van ouders van leerlingen en de Representatieve organisaties van Verenigingen van ouders van leerlingen in de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De Regering bepaalt de nadere regels voor de raadpleging van de representatieve organisaties van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau. »

HOOFDSTUK XXXII. — *Inwerkingtreding*

Art. 58. De artikelen 1, 12, 13, 15, 18, 19, 20, 21, 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 48, 52 en *52bis* hebben uitwerking met ingang van 1 september 2010.

Art. 59. De artikelen 5, 7, 9 en 11 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

Art. 60. De artikelen 4, 6, 8, 10, 25, 45, 46 en 47 treden in werking op 1 februari 2011.

Art. 61. Artikel 44 treedt in werking op 15 februari 2011.

Art. 62. Artikel 34 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2011.

Art. 63. In artikel 53 hebben de eerste en tweede streepjes respectievelijk uitwerking met ingang van 1 september 2008 en 1 september 2009.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 13 januari 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 145-1. — Verslag nr. 145-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 12 januari 2011.